



N° 11 - AVRIL 2010

NE PAS DESESPERER...

Au mois de décembre 2009, toutes les organisations syndicales douanières se sont retrouvées pour signer ensemble une plateforme revendicative à l'adresse du directeur général.

Elle exigeait l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois, des moyens nécessaires en matériel pour assumer nos missions, l'arrêt d'une douane aliénée aux entreprises pour une douane socialement et économiquement utile, l'octroi aux personnels douaniers d'avancées statutaires et indemnitaires et la défense du système actuel des pensions.

Premier fait d'arme: le boycott des deux CTPC de fin d'année qui devaient avaliser le PAE 2010 avec son lot de suppressions d'emplois.

Inter... ACTIONS !



Dès le 18 janvier 2010, par un communiqué commun, l'intersyndicale appelait tous les douaniers à faire du **23 mars 2010**, date du CA de l'EPA Masse, une journée d'action pour les revendications inscrites dans la plateforme du 9 décembre 2009.

Concours de circonstances, les Confédérations décidaient le soir même de faire de cette journée un appel à la mobilisation sur les salaires, l'emploi et les retraites à tous les salariés.

C'était l'occasion pour le SNAD CGT d'appeler aussi à la grève l'ensemble des douaniers ce jour là.

L'intersyndicale douanes du 2 mars invitait les personnels à se réunir en assemblées générales au soir ou au lendemain du 23 mars pour décider des suites du mouvement avec comme point fort le vendredi 26 mars sur des sites symboliques douaniers. N'ayant pu organiser une action médiatique à Biriattou, la CGT INTER appelait à un rassemblement sur Porta l'ensemble des personnels de l'inter-région pour épauler les camarades de Perpignan et de Montpellier.



Cette action, très médiatisée, aura permis à la centaine d'agents présents de s'adresser au public avec divers tracts relatifs aux menaces pesant notre administration. Plus largement nous dénonçons les attaques du gouvernement sur le pouvoir d'achat des salariés, les régimes de protection sociale et plus précisément les retraites.

Et maintenant? L'intersyndicale douanière réunie le 2 avril appelle tous les douaniers à s'inscrire dans les mouvements à venir sur les retraites. Malheureusement, les stratégies des diverses confédérations, ne permettent pas pour l'instant d'envisager une réelle continuité au 23 mars. **Nous le regrettons, mais nous ne désespérons pas...**



La Masse

Fil rouge de la solidarité douanière à travers le temps

Pourquoi voter CGT le 20 Mai
2010?

- Pour une nouvelle politique de construction, d'acquisition et de rénovation.
 - Pour que le droit constitutionnel au logement pour tous (agents, retraités, veufs ou veuves d'agents en activité ou retraités) soit respecté.
 - Pour que tous les agents puissent se loger au plus près et au moins cher de leur lieu de travail : une véritable politique prévisionnelle du logement social douanier.
 - Pour une mise en place urgente d'un plan de réhabilitation, de rénovation et d'isolation des cités par des crédits budgétaires conséquents, ce qui aura pour premier effet la baisse des charges locatives.
 - Pour que l'enveloppe consacrée au secours de Masse soit établie à partir des besoins et non fixée préalablement, comme c'est le cas actuellement.
- Combattre toutes les tentations de l'administration
d'échapper à ses responsabilités en matière de logement
nécessite un syndicat fort !

Liste présentée par la CGT :

LASSERRE François – ACP1 BSI Dax
BERGES Thierry – ACP1 BSI
Frouzins
BRU Dominique – ACP1 BSE Mérignac
CAZALE René – ACP1 CCPD Melles
LONDAIZ Laurent – C2 SRE
Bayonne - SOULA Josiane C1 BSI Hendaye - LARROUDE
Christophe Inspecteur SRE Bordeaux - RANNOU Thierry CP BSI
Foix - LAURENT Michel C1 BSI OLORON - ETCHEVERRY Jean-Paul
ACP1 CLI Bordeaux - STANIC Christiane ACP1 BSI Agen - HAJJAJI
Claudine ACP1 DNSCE



POLITIQUE IMMOBILIERE: La CGT DOUANES INTER Bordeaux écrit au DI

OBJET: Politique immobilière de l'Etat – Mise en place du SPSI (Schéma pluriannuel de Stratégie Immobilière) sur l'Interrégion de Bordeaux

Monsieur le Directeur,

Comme suite au comité technique paritaire interrégional du 13 novembre 2009 où nous avons évoqué la situation immobilière des services des trois directions régionales suite à la mise en place du SPSI, nous renouvelons les remarques et demandes formulées devant cette instance.

Nous vous rappelons les exigences de la circulaire du Premier Ministre en date du 16/01/2009 à savoir « assurer aux agents de l'Etat un cadre de travail de qualité et fonctionnel ; faire bénéficier les usagers de bonnes conditions d'accueil ; utiliser le patrimoine public dans des conditions qui garantissent

valeur ».

C'est pourquoi, nous exprimons notre opposition à une approche purement comptable en termes de mètres carrés alloués aux agents et rappelons la spécificité des missions douanières qui doivent être prises en compte ainsi que le prévoit la circulaire de Premier Ministre (point II-3.).

Aussi, nous souhaiterions que vous convoquiez un groupe de travail afin d'examiner la déclinaison départementale du SPSI dans l'Interrégion étant précisé que la situation des services de la DR de Midi-Pyrénées a déjà fait l'objet d'une réunion régionale d'information le 18 mars dernier.

CAPL PASSAGE DE C en B du 31/03/2010

Il y avait, pour la DI, 126 candidats: 108 au titre des promotions mobiles et 18 au titre des promotions retraites (2 candidats ont postulé à double titre). Concernant les « mobiles », le DI s'est arrêté aux candidats ACP1 7ème échelon au 01/12/2009, soit 28 agents classés. Pour les promos retraites, il n'a retenu que les candidats du 7ème échelon en privilégiant ceux ayant "les plus excellents" dossiers, soit 15 agents classés..

Les représentants CGT ont voté contre ce classement qui ne respecte pas l'ancienneté dans le grade, la valeur des candidats n'étant pas mise en cause. Nos élus restent à votre disposition pour des informations nominatives (contacter Carole BONFILL au bureau de Blagnac – Tel: 05 61 16 15 30)



SECTIONS REGIONALES C.G.T DOUANES DE BAYONNE, BORDEAUX et MIDI-PYRENEES

LETTRE OUVERTE AUX « MANAGERS » REUNIS LE 8 AVRIL 2010 à BARBASTE

Après « **BARBASTE 1** » consacré à la Surveillance, voici donc venu aujourd'hui « **BARBASTE 2** » dévolu aux Opérations commerciales. *Où à ce qu'il en reste...*

Pas plus que le 10 septembre 2009 à Montreuil, la CGT ne figure sur la longue liste des invités à cette énième opération de communication dont notre administration devient coutumière.

Pour réparer cet oubli et par cette lettre, les sections régionales CGT de l'interrégion s'invitent donc à vos travaux et souhaitent alimenter la réflexion. Parmi tous les ateliers mis en place, il en est un dont l'oubli est tout autant symptomatique que regrettable. La CGT a décidé de le réparer virtuellement. Son intitulé? « **Les managers face au malaise socio-professionnel** ».

La dispendieuse opération CAP 2012 a été un large fiasco, y compris et peut-être même surtout, dans sa phase de répercussion. Vous en avez été directement, sinon les victimes, du moins les acteurs ou les témoins. Au cas où vous n'auriez pas tout compris, « **BARBASTE** » est l'occasion de vous administrer une piqure de rappel.

La CGT vous le dit clairement: dans le lourd contexte de délitement de notre administration et en raison de l'absence de lisibilité sur l'avenir, ces entreprises de re-motivation de l'encadrement sont vouées à l'échec.

Le 23 mars dernier, plus de 50% des personnels de l'interrégion étaient en grève avec une pointe spectaculaire et révélatrice à 62% pour les services de la DI. Trois jours plus tard, une centaine de douaniers des interrégions de Bordeaux et Montpellier manifestaient à Porta. Et ce n'est qu'un début. L'intersyndicale nationale appelle dans son communiqué du 2 avril 2010 à poursuivre et intensifier l'action.



« Camarades managers, avez-vous pris la mesure du fort malaise qu'expriment les personnels? »

Plus forts TOUS ENSEMBLE

De Montreuil à Barbaste, la finalité reste la même: rendre présentables les réductions massives d'effectifs, les fermetures de services, la mise en compétition des agents et services, le tout sur fond de performance et d'efficacité! En obtenant si possible l'adhésion des personnels. Un gros écueil toutefois: le fossé se creuse inexorablement entre cette stratégie et le ressenti des agents du terrain.

Le dernier rapport du BOP 2009 bordelais adressé à la DG constitue une illustration des provocations que ne supportent plus les personnels:

- Il réduit l'engagement professionnel des agents à de froids bilans aseptisés
 - Il stigmatise ou met en exergue des résultats tout autant artificiels que conjoncturels
 - Il cloue au pilori certains services probablement de manière à légitimer leur disparition prochaine
- Voilà l'exercice auquel viennent de se livrer et que vous demandent de cautionner les hauts managers interrégionaux présents à Barbaste.

En conséquence, **l'atelier CGT** vous propose le thème suivant: « **Considérez-vous objectivement que le climat social au sein de la douane et de vos services traduise l'optimisme, le bien être et l'adhésion des agents aux réformes en cours? Si non, POURQUOI?** »

Nous voudrions aussi rappeler les effets désastreux de certaines évolutions largement rejetées par les personnels:

- La RGPP avec ses avatars les plus scélérats que sont la loi sur la mobilité et le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux (rappelons que chaque jour, 1 emploi douanier est supprimé jusqu'à fin 2011. Après? Le pire est à craindre...).
- La course effrénée à la Performance et aux résultats où l'affichage devient la finalité suprême et ce, en dépit des larges réserves exprimées par plusieurs rapports parlementaires.

- La prolifération des mutations sur des « postes à profil ».
- Le remplacement de la notation (dont nous demandions la suppression) par l'entretien professionnel et la seule évaluation.
- L'individualisation des rémunérations avec la mise en oeuvre progressive de la Prime de Fonctions et de Résultats (PFR).

Deux derniers points où, en tant que managers, **VOUS ÊTES OU SEREZ DIRECTEMENT CONCERNES!**

Sur le lien «rémunération/performance», un rapport de l'OCDE est particulièrement critique (extrait) :
« De nombreuses études concluent que la Rémunération Liée aux Performances (RLP) a une incidence restreinte - sinon négative - sur les performances. (...) Les perspectives de carrière et de promotion et l'intérêt du travail exercé s'avèrent être les facteurs de motivation essentiels pour les fonctionnaires, loin devant l'incitation « rémunération à la performance ». Contrairement à son objectif premier affiché, la RLP ne parvient pas à motiver la majorité du personnel de la fonction publique... »

Concernant l'évaluation, l'entretien professionnel s'inscrit dans les « nouvelles pratiques de GPRH » de la fonction publique. Il est le moyen que se donne l'administration d'appliquer ses orientations en matière de rémunération au mérite, telle que la PFR. En devenant (avec l'entretien de carrière) le seul élément d'évaluation des agents de la fonction publique, l'entretien professionnel va permettre d'influer directement sur le déroulement de carrière de l'agent, en permettant entre autres à l'administration de développer sa politique d'affectation au profil.

En conséquence, ***l'atelier CGT*** vous propose le thème suivant: **« Considérez-vous objectivement que les indicateurs de performance et les procédures d'individualisation de rémunérations induites constituent des outils pertinents de management dans vos services respectifs? Si non, POURQUOI? »**

(Pour mémoire, la CGT revendique la mise en oeuvre, à tous les niveaux hiérarchiques d'une réelle politique de concertation et de responsabilisation, libérée de l'arbitraire et des contingences purement comptables. Vaste programme...)

Revenons-en à « Barbaste 2 »: nous espérons que vous mettrez aujourd'hui courageusement à plat les conséquences désastreuses de la « désorganisation OP/CO ». Les 4 bureaux principaux conservés sont des usines à gaz surchargées de travail avec des moyens tant en personnel que techniques sous évalués. Les bureaux de contrôle et autres BFCI sont progressivement vidés de leurs moyens et autonomie alors que leurs tâches sont essentielles. Les rendre exsangues pour mieux les supprimer, n'est-ce pas là l'objectif inavoué de l'administration? Rajoutons à cela que la réforme du « renseignement » montre de plus en plus ses limites et que les fonctions « support, budget et GRH » de proximité sont fortement menacées par les chantiers transversaux en cours.

En conséquence, ***l'atelier CGT*** vous propose le thème suivant: **« Considérez-vous objectivement les réorganisations OP/CO-AG-RENSEIGNEMENT comme une réussite porteuse d'avenir? Si non, POURQUOI? »**

Voilà très brièvement ce que la CGT souhaitait exprimer. Vous aurez compris qu'il ne s'agit en aucune manière de vous mettre en cause en tant que chefs de services et collègues. Nous sommes confrontés aux mêmes défis. C'est volontairement que notre atelier virtuel et nos questions ne sont ni neutres ni objectifs.

Nous ne doutons pas que vous ayez déjà mesuré les enjeux des processus en cours. Bon gré mal gré, vous serez probablement amenés à les mettre en oeuvre.

Pour celles et ceux qui ne l'auraient pas déjà fait, vous pouvez vous inscrire dans les mobilisations actuelles et à venir. Les « managers » de tout niveau y ont leur place.

Faites en sorte que « **BARBASTE 2** » soit autre chose qu'une lénifiante parenthèse. **EXPRIMEZ-VOUS! MOBILISEZ-VOUS!**



**Le secrétaire régional
de Perpignan
Jacques OLIVE
face aux médias**

**(lettre adressée
personnellement aux
invitants et invités de
cette séance de
« brain-storming »)**